



## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX**

---











**Réfection d'un chemin de service de l'UTSR**

---

**VOIES NAVIGABLES DE FRANCE**

4 quai de Paris  
CS-30 367  
67010 STRASBOURG CEDEX

## L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	<b>Objet</b>	Réfection d'un chemin de service de l'UTSR
	<b>Type de contrat</b>	Marché public
	<b>Tranches optionnelles</b>	Sans tranches optionnelles
	<b>Clauses sociales</b>	Sans
	<b>Clauses environnementales</b>	Sans
	<b>Durée / Délai</b>	12 jours calendaires. Avant fin novembre 2025
	<b>Reconduction</b>	Sans
	<b>Prix</b>	Prix forfaitaires et prix unitaires
	<b>Variation des prix</b>	Avec sans ???
	<b>Avance</b>	Sans

## SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat .....	5
1.2 - Décomposition du contrat .....	5
2 - Pièces contractuelles.....	5
3 - Intervenants.....	5
3.1 - Conduite d'opération .....	5
3.2 - Maîtrise d'œuvre .....	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité.....	5
5 - Durée et délais d'exécution .....	6
5.1 - Délai global d'exécution des prestations .....	6
5.2 - Délai d'exécution.....	6
6 - Prix .....	6
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués.....	6
6.2 - Modalités de variation des prix.....	<b>Erreur ! Signet non défini.</b>
7 - Garanties Financières .....	6
8 - Avance .....	7
9 - Modalités de règlement des comptes .....	7
9.1 - Décomptes et acomptes mensuels .....	7
9.2 - Présentation des demandes de paiement.....	7
9.3 - Délai global de paiement.....	7
9.4 - Paiement des cotraitants.....	8
9.5 - Paiement des sous-traitants.....	8
10 - Conditions d'exécution des prestations .....	8
10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits .....	8
10.2 - Implantation des ouvrages .....	8
10.3 - Préparation et coordination des travaux .....	8
10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux.....	8
10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier.....	8
10.3.3 - Registre de chantier .....	9
10.4 - Etudes d'exécution.....	9
10.5 - Installation et organisation du chantier.....	9
10.5.1 - Installation de chantier.....	9
10.5.2 - Signalisation de chantier .....	9
10.5.3 - Application de réglementations spécifiques.....	9
10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier.....	9
10.6.1 - Gestion des déchets de chantier .....	9
10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux .....	9
11 - Développement durable .....	10
12 - Réception .....	10
12.1 - Réception des travaux .....	10
12.1.1 - Dispositions applicables à la réception.....	10
13 - Garantie des prestations .....	10
14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle .....	10
15 - Pénalités.....	10
15.1 - Pénalités de retard.....	10
15.2 - Autres pénalités spécifiques .....	11
16 - Assurances.....	11
17 - Résiliation du contrat .....	11
17.1 - Conditions de résiliation.....	11

17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	11
18 - Règlement des litiges et langues.....	12
19 - Dérogations .....	12

## 1 - Dispositions générales du contrat

### 1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :  
Réfection d'un chemin de service de l'UTSR

Le marché a pour objet la réfection d'un chemin de service sur le secteur Rhin de l'Unité Territoriale Strasbourg Rhin gérée par Voies Navigables de France.

Lieu(x) d'exécution :

site de la chute de Gamsheim au pk 309.000 et sur la rive droite de la rivière « ILL »  
67760 Gamsheim

### 1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

## 2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes financières
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de travaux, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Un mémoire technique des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution du contrat. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

## 3 - Intervenants

### 3.1 - Conduite d'opération

La conduite d'opération sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

### 3.2 - Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre sera assurée par le maître de l'ouvrage lui-même.

## 4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-Travaux.

En matière de sécurité, le titulaire est tenu de respecter les dispositions législatives ou réglementaires suivantes :

Les préconisations se trouvent dans le CCTP.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## 5 - Durée et délais d'exécution

### 5.1 - Délai global d'exécution des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 13/10/2025.

La date maximale d'achèvement des prestations est le 30/11/2025.

### 5.2 - Délai d'exécution

Le délai d'exécution est de 12 jours ouvrables décomposés :

- Terrassement et préparation : 10 jours
- Pose de produits bitumineux : 1 jour
- Signalisation verticale et horizontale : 1 jour

L'exécution des différentes phases des travaux débute à compter de la date fixée par les ordres de service successif.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

## 6 - Prix

### 6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

## 7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 8 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

## 9 - Modalités de règlement des comptes

### 9.1 - Décomptes et acomptes mensuels

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 12 du CCAG-Travaux. Les acomptes seront versés mensuellement.

Si lors de l'établissement du décompte général, les valeurs finales des indices ou index de référence ne sont pas publiées, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général en appliquant les derniers indices et index publiés à la date d'établissement de ce décompte.

### 9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

#### Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : **13001779101362**
- Code service : 71

Dispositions applicables en matière de facturation électronique : Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° Le numéro de l'engagement juridique généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique (correspondant au numéro du bon de commande) ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ou des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix unitaire forfaitisé ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires. Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

### 9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux

d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

#### **9.4 - Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon les articles 10.7 et 12.5 du CCAG-Travaux.

#### **9.5 - Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

### **10 - Conditions d'exécution des prestations**

#### Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-Travaux.

#### **10.1 - Caractéristiques des matériaux et produits**

Le cahier des charges fixe la provenance des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les documents particuliers du contrat ou déroge aux dispositions des dites pièces. Les matériaux et produits de construction utilisés pour l'exécution doivent être conformes aux normes visées par le cahier des charges.

L'ensemble des précisions se trouve dans le CCTP.

#### **10.2 - Implantation des ouvrages**

Aucun piquetage n'est prévu pour cette opération.

#### **10.3 - Préparation et coordination des travaux**

##### **10.3.1 - Période de préparation - Programme d'exécution des travaux**

La période de préparation est fixée à un mois à partir de la notification du marché, le titulaire pourra y renoncer ou l'écourter à sa demande. Le titulaire n'est pas tenu de soumettre au visa du maître d'œuvre le programme d'exécution.

##### **10.3.2 - Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier**

Aucune coordination sécurité et protection de la santé. Un plan de prévention sera établi avant le commencement des travaux.

Le titulaire doit respecter les dispositions de l'article L. 5212-1 à 4 du Code du travail sur l'emploi des travailleurs handicapés.



### **10.3.3 - Registre de chantier**

Il n'est pas prévu de registre de chantier.

### **10.4 - Etudes d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages et les spécifications techniques détaillées sont établis par le maître d'œuvre et remis gratuitement au titulaire.

### **10.5 - Installation et organisation du chantier**

#### **10.5.1 - Installation de chantier**

Conformément à l'article 31.1 du CCAG-Travaux, le titulaire supporte toutes les charges relatives à l'établissement et à l'entretien de ses installations de chantier.

Les éléments de précisions se trouvent à l'article 2.2.3 du CCTP.

#### **10.5.2 - Signalisation de chantier**

Conformément à l'article 31.6 du CCAG-Travaux, la signalisation de chantier dans les zones intéressant la circulation sur la voie publique doit respecter les instructions réglementaires en la matière.

Les éléments de précisions se trouvent à l'article 1.6 du CCTP.

#### **10.5.3 - Application de réglementations spécifiques**

Les réglementations spécifiques suivantes sont applicables :

Les éléments de précisions se trouvent dans le CCTP.

### **10.6 - Dispositions particulières à l'achèvement du chantier**

#### **10.6.1 - Gestion des déchets de chantier**

La valorisation ou l'élimination des déchets créés par les travaux du contrat est de la responsabilité du maître de l'ouvrage en tant que "producteur" de déchets et du titulaire en tant que "détenteur" de déchets, pendant la durée du chantier.

Toutefois, le titulaire reste "producteur" de ses déchets en ce qui concerne les emballages des produits qu'il met en œuvre et les chutes résultant de ses interventions. Le titulaire doit se conformer à la réglementation en vigueur quant à la collecte, au transport, au stockage et à l'évacuation de ses déchets. Il est également de sa responsabilité de fournir les éléments de leur traçabilité.

#### **10.6.2 - Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des terrains et des lieux sont compris dans le délai d'exécution. A la fin des travaux, chaque titulaire doit donc avoir fini de procéder au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

L'Entreprise devra procéder à la fin des travaux à un nettoyage complet des lieux de travaux qui devront être débarrassés de tous résidus de chantier.

L'Entreprise devra également veiller à maintenir en un état de propreté les voiries empruntées.

Toutes dégradations des revêtements existants, chemins d'accès, lieux de stationnement, dues aux engins de manutention, de transport ou de levage des matériaux et matériels devront être réparées et remises en état aux frais de l'Entreprise.

## 11 - Développement durable

Il n'est prévu aucune obligation environnementale dans l'exécution du marché.

## 12 - Réception

### 12.1 - Réception des travaux

#### 12.1.1 - Dispositions applicables à la réception

La réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux du marché dans les conditions de l'article 41 du CCAG-Travaux.

Le titulaire avise le pouvoir adjudicateur et le maître d'œuvre de la date à laquelle ses travaux sont ou seront considérés comme achevés ; le maître d'œuvre aura alors à charge de provoquer les opérations de réception.

Dans le cas d'une exécution non conforme aux prescriptions techniques générales et aux stipulations du présent marché, le maître d'œuvre procédera, à tout moment, à l'arrêt immédiat des travaux.

Le contrôle final de bonne exécution des prestations demandées se fera à la demande de l'entrepreneur avant le repli définitif du matériel et du personnel.

Dans le cas contraire, l'entreprise procédera à ses frais à la réinstallation du dispositif pour remédier aux travaux non conformes.

## 13 - Garantie des prestations

Les travaux feront l'objet d'une garantie de parfait achèvement de 1 an dont le point de départ est la date de réception des travaux. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 44.1 du CCAG-Travaux.

## 14 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Aucun droit de propriété intellectuelle n'est applicable à ce contrat.

## 15 - Pénalités

### 15.1 - Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque le délai contractuel d'exécution de chaque étape du chantier (terrassements, pose des enrobés, signalisation) ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à un montant forfaitaire de 400€.

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Le montant total des pénalités de retard est plafonné à 35% du montant du marché, de la tranche ou du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

## **15.2 - Autres pénalités spécifiques**

En cas d'absence aux réunions de chantier, les entreprises dont la présence est requise se verront appliquer une pénalité forfaitaire fixée à 150,00 € par absence.

## **16 - Assurances**

Par dérogation aux dispositions de l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, avant la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie. Il doit donc contracter : - Une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

Il doit donc contracter une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.

## **17 - Résiliation du contrat**

### **17.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 49 à 53.2 du CCAG-Travaux.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,00 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### **17.2 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Strasbourg est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## 19 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Travaux
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 8.1.3 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.1 du CCAG - Travaux
- L'article 15.1 du CCAP déroge à l'article 19.2.3 du CCAG - Travaux